

*L'emploi*

Je suis heureux de prendre part à ce débat car je tiens à faire part aux députés des préoccupations que j'éprouve au sujet de l'industrie la plus importante du Canada, en fait d'emplois du moins, je veux parler de l'industrie forestière. Cela pour rappeler au gouvernement les conséquences de sa politique délibérée de négligence, conséquences particulièrement graves en ce moment.

Je m'efforcerais également de faire des suggestions positives, à mon habitude. Je suis heureux que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) soit présent. Je sais que le ministre chargé des forêts était ici il y a un instant. J'espère que ces messieurs tendront l'oreille, pour pouvoir se mettre au parfum.

Permettez-moi tout d'abord de brosser la toile de fond de cette affreuse négligence dont le gouvernement est en partie du moins responsable. Il y a officiellement quelque 1,030,000 chômeurs au Canada aujourd'hui, mais en réalité le chiffre serait plus près de 1.5 million, selon certains. Chose incroyable, la moitié des chômeurs ont moins de 24 ans. Ce sont eux qui constituent le gros des chômeurs. Les jeunes Canadiens entrent aujourd'hui dans la vie avec des sentiments d'insécurité et même de crainte. Leurs espoirs sont réduits à néant, leurs aspirations déçues. Au lieu de confiance et d'enthousiasme, ils n'éprouvent que méfiance envers le système d'enseignement dont ils viennent de sortir, et dont ils sont le produit.

On dit que notre économie traverse une crise grave, mais la pire des crises c'est la crise de l'emploi et la crise de confiance que le chômage a créées. C'est une crise d'estime et de confiance. Nous avons perdu confiance en nos jeunes. Nous n'avons plus confiance en notre aptitude à faire marcher le pays. Les gens ont perdu confiance dans le gouvernement. Ils ont été trompés et trahis. Les gens me disent qu'ils ont l'impression de s'être faits bourrer le crâne et, comme l'ont dit plusieurs de mes collègues, je pense que les gens ne veulent plus s'en laisser raconter. Je répète que nous avons même perdu confiance en nous-mêmes. Cela est très grave car on ne peut pas se mettre à reconstruire un pays quand les gens n'ont pas confiance en eux, qu'ils ne se croient pas aptes à produire, à participer au processus de production.

Les députés n'ignorent pas que j'ai publié récemment les résultats d'une étude que j'ai effectuée à mon bureau au sujet du problème du chômage des jeunes. J'ai découvert que malgré tous les efforts que le gouvernement prétend avoir faits ces quinze dernières années, la situation des jeunes dans la main-d'œuvre s'est aggravée, comme les statistiques de chômage des jeunes. Par exemple, les jeunes de 15 à 24 ans constituaient 24.2 p. 100 de la main-d'œuvre totale en 1966, mais entraient pour 46 p. 100 dans le chiffre des chômeurs. En 1980, il y avait 26.8 p. 100 de jeunes de 15 à 24 ans dans la main-d'œuvre—légère augmentation—mais 47.1 p. 100 dans le nombre des chômeurs. Pas étonnant que les Canadiens soient déçus de notre système scolaire et exigent des changements. Même si nous réussissions à combler les retards qu'accuse le programme de formation nécessaire pour faire entrer nos jeunes sur le marché du travail et pour les aider à faire la transition entre l'école et le travail, notre économie, du moins dans les conditions actuelles, ne pourrait pas les absorber.

● (1730)

Les députés le savent, je représente une région du Canada où la proportion de jeunes est énorme, c'est un pays de jeunes, un pays de pionniers. C'est aussi une région productrice. La plupart des Canadiens voient dans le nord-est de la Colombie-Britannique une région du pays qui promet davantage que les autres, compte tenu notamment des méga-projets qu'on prévoit y lancer et de la richesse de nos ressources, les hydrocarbures et la forêt en particulier. En fait, de nombreux Canadiens sont venus de partout, surtout de Terre-Neuve et du Québec, s'installer dans ma région pour y trouver du travail, commencer à gagner leur vie et à élever une famille. La plupart d'entre eux sont encore jeunes. Ils ont amené avec eux bien des enfants d'âge scolaire et beaucoup qui viennent de quitter l'école, ont dû récemment s'inscrire au chômage.

Certains sont dans une situation encore pire qu'avant. Dans le nord-est de la Colombie-Britannique et dans les régions très industrialisées, le taux de chômage est plus élevé que la moyenne. A Prince George, il s'élève à 11,5 p. 100, soit près de 3 p. 100 de plus que la moyenne nationale. Bien entendu, le coût de la vie y est beaucoup plus élevé que dans la plupart des autres régions du pays. Voilà pourquoi je dis que les gens originaires du Québec ou de Terre-Neuve qui vivent maintenant en Colombie-Britannique se trouvent plus démunis qu'avant parce que la vie est plus chère dans cette province et que le chèque d'assurance-chômage est le même partout au pays.

Le ralentissement de l'économie dans cette région est partiellement attribuable au Programme énergétique national. Le secteur énergétique a littéralement été étouffé. Par exemple, dans la partie septentrionale de ma circonscription, qui s'étend des environs de Peace River à la frontière du Yukon, il y avait l'an dernier 120 derricks et les activités de forage exploratoire battaient leur plein. Il n'en reste que 18 aujourd'hui. Bien entendu, le secteur des services a été touché et de nombreux établissements ont fermé leurs portes.

Certaines villes sont presque en faillite. Des entreprises, grandes et petites, et des hôtels qui ne datent que de deux ou trois ans sont en liquidation. Le ministre ne croit pas à ces chiffres. Il dit qu'il fait de son mieux pour que le Canada recouvre son indépendance énergétique. J'aimerais bien savoir s'il n'existe pas d'autres moyens de réaliser l'autarcie énergétique.

Les mesures du gouvernement ont un effet catastrophique sur l'économie de ma région. L'économie du centre de la Colombie-Britannique est essentiellement fondée sur les forêts. L'industrie forestière est dans une très mauvaise situation. On avait coutume de considérer cette industrie comme une poule aux œufs d'or. Un Canadien sur dix travaillait dans l'industrie forestière. Notre industrie de transformation du bois rapporte plus de devises que l'agriculture, les pêches, les mines et les hydrocarbures réunis. Surtout grâce à la richesse naturelle de nos forêts vierges et à l'excellente qualité de nos produits, cette industrie s'est toujours tirée d'affaire toute seule. Elle a très rarement demandé de l'aide au gouvernement. En fait, le gouvernement a toujours été un parasite pour cette industrie qui est vraisemblablement la plus ancienne de notre pays. Bien